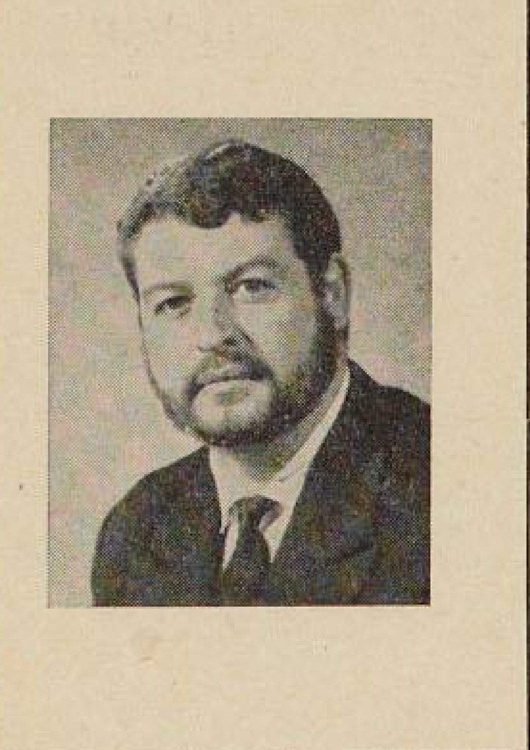
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 • DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

5me CIRCONSCRIPTION - CHOLET



MICHEL BOURGEAT

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN
Militant Syndicaliste à Cholet

Candidat du Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel : **MICHEL MOREAU**

Electrices, Electeurs, chers amis

Notre pays vit actuellement des événements d'une portée considérable. Dix ans de pouvoir gaulliste ont accumulé, dans le cœur des travailleurs de la ville et des champs, déceptions sur déceptions, difficultés sur difficultés. Une colère profonde est montée...

Dix millions de travailleurs, conscients et déterminés, écartant toute provocation, se sont mis en grève. En Maine-et-Loire, à Angers, à Trélazé, dans le Choletais, dans le Saumurois, le Segréen, dans nos campagnes, vos usines, vos administrations, vos universités, vos écoles se sont fermées. Plus de train, plus de P.T.T., plus d'essence...

Solidaires les uns des autres, ouvriers, étudiants et enseignants, paysans, dans tout le département, ont affirmé leurs exigences :

- **Nos salaires, l'emploi, la durée du travail, la Sécurité Sociale, les libertés syndicales !**
- **Une Université adaptée à l'évolution moderne et aux besoins réels du peuple !**
- **Une autre politique agricole qui nous permette enfin de vivre !**

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS qui, dès 1958, avait dénoncé la malfaisance du gaullisme, soutient sans réserve les revendications des ouvriers, des étudiants, des paysans.

Ces revendications, loin d'être dépassées, sont justes. IL FAUT LES SATISFAIRE.

La puissance et la cohésion du mouvement revendicatif ont porté un coup sérieux au Patronat et à l'Etat-patron et ont imposé les premières concessions. Elles ont ébranlé le régime gaulliste : après le retrait du référendum, le remaniement ministériel, la dissolution de l'Assemblée Nationale, elles ont imposé les élections.

Mais le régime actuel, représentant des monopoles, ne peut satisfaire les revendications essentielles des Français sans toucher aux privilèges capitalistes.

C'est pourquoi la question aujourd'hui posée est celle du pouvoir gaulliste lui-même.

Incapable de résoudre la crise, le Chef de l'Etat, sans un mot pour les revendications, a tenté de diviser les Français en reprenant l'arme traditionnelle de la réaction : l'anticommunisme.

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS n'avait pas attendu le discours du Général pour demander que la parole soit donnée au peuple dans le plus bref délai.

Aujourd'hui, dans toutes les circonscriptions, nous présentons nos candidats et notre programme, étant entendu que l'union de toutes les forces de Gauche, sur le nom du candidat le mieux placé, se fera au second tour pour battre le Gaullisme.

Mais, il ne peut, en aucun cas, s'agir de replâtrage avec des méthodes et des gens qui ont fait faillite.

Nous pensons qu'ainsi le pouvoir gaulliste peut et doit être battu.

LE MOMENT EST VENU DE REMPLACER LE POUVOIR GAULLISTE PAR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DÉMOCRATIQUE S'APPUYANT SUR LES PARTIS DE GAUCHE (A L'EXCLUSION DE LA DROITE) ET METTANT EN ŒUVRE UN PROGRAMME COMMUN COMPORTANT DANS L'IMMÉDIAT LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS ESSENTIELLES DES TRAVAILLEURS ET LA CRÉATION D'UNE UNIVERSITÉ MODERNE ET DÉMOCRATIQUE.

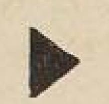
CELA EST POSSIBLE : **l'union grandissante à gauche le permet.**

Nous, Communistes, pensons qu'il faut poursuivre une politique économique et sociale plus hardie au service des travailleurs et de la Nation :

- NATIONALISER progressivement les grandes entreprises détenues par les monopoles dans les secteurs-clés de l'industrie : sidérurgie, chimie, pétrole, électronique, aéronautique, transports aériens, les banques, les compagnies d'assurance.
- ASSURER à tous les citoyens le droit et les moyens d'intervenir dans la gestion des affaires publiques, à tous les échelons.
- METTRE EN ŒUVRE un plan de développement économique et social qui assurera : l'expansion de la production, l'équilibre financier, une fiscalité démocratique, le bien-être de la population.

Pour l'établissement de cette démocratie véritable, le P.C.F. revendique, au sein de toute la Gauche, la place que lui vaut la confiance de millions de citoyens et de citoyennes.

IL N'Y A PAS DE POLITIQUE DE GAUCHE ET DE PROGRÈS SOCIAL SANS LE CONCOURS ACTIF DES COMMUNISTES



Nous entendons assumer toutes nos responsabilités dans l'élaboration et l'application de cette politique qui concerne le sort des travailleurs des villes et des champs, manuels et intellectuels, des artisans, des commerçants, des adultes, des personnes âgées, des jeunes...

Electrices, Electeurs du Maine-et-Loire

Nous vous appelons à prendre conscience de la force nouvelle et déterminée d'une Gauche enfin coude à coude contre le Gaullisme.

Voter pour le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, c'est approuver la lutte inlassable qu'il mène depuis des années pour l'union des forces de Gauche, pour un programme commun de gouvernement au contenu social avancé.

Voter pour le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, c'est répondre NON à toute expérience de 3me force qui tendrait à nous ramener au passé, à tenir les travailleurs et le P. C. F. à l'écart de la direction du pays, à replacer la France sous tutelle américaine.

Voter pour le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, c'est voter pour son programme démocratique, pour la satisfaction immédiate des revendications essentielles, pour la garantie des droits acquis, pour une Université rénovée, pour la participation réelle de chaque Français et Française à la gestion du pays.

Voter pour le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, c'est faire confiance à l'avenir, c'est restaurer une vraie République, celle pour laquelle se battaient les révolutionnaires de 89 sous les plis du drapeau tricolore, le drapeau de la Nation.

Voter pour le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, c'est enfin ouvrir la voie au Socialisme.

ÉLECTRICES ET ÉLECTEURS DU MAINE-ET-LOIRE, le choix n'est pas entre le chaos et le replâtrage.

Dimanche 23 Juin, VOTRE BULLETIN DE VOTE S'AJOUTERA AUX MILLIONS DE BULLETINS COMMUNISTES DE MARS 1967.

Il dira OUI à un Gouvernement Populaire et d'Union Démocratique avec participation des Communistes.

I. C. A. ANGERS

VU : LES CANDIDATS.